

Journal de 13 heures [2/2]

Jacques Bihozagara : « Nous pensons que la France, qui a armé ces gens qui sont en train de tuer, qui les a entraînés militairement, va constituer un corridor pour donner un coup de souffle à ces fascistes qui sont maintenant en débandade et vont vers le Zaïre »

Daniel Bilalian

France 2, 23 juin 1994

[**Daniel Bilalian interviewe en plateau Jacques Bihozagara.**]

Daniel Bilalian : Monsieur Bihozagara, vous avez entendu ce que vient de dire Monsieur Juppé. Il vous a présenté, euh, comme le vice-président du..., du gouvernement, euh, de transition qui normalement doit s'installer dans votre pays au Rwanda. Est-ce que, euh, comme le dit Monsieur Juppé, votre position a évolué par rapport à la France ? Ces derniers jours vous étiez carrément hostile à cette inven..., à cette intervention. Vous parliez d'"envahisseurs" à propos des Français et vous étiez contre et même prêt à faire en sorte que vos troupes se battent contre les Français s'ils [sic] les rencontraient.

Jacques Bihozagara, "Représentant pour l'Europe, Front Patriotique Rwandais" : Il faut d'abord, euh, préciser que je n'étais pas seul, euh, dans cette mission. J'étais avec, euh, le secrétaire général de notre, euh...

Daniel Bilalian : Organisation.

Jacques Bihozagara : Organisation. Et... ce que Monsieur Alain Juppé a dit, c'est exact : euh, la France sera un partenaire fiable. Mais pas dans le domaine militaire ! Nous avons besoin de la France pour les projets de

développement, pour la con..., la reconstruction du pays et pour d'autres choses. Mais dans un cadre tout à fait, euh, bilatéral où il y a respect mutuel. Alors...

Daniel Bilalian : Bon, est-ce que..., alors ça veut dire ça ne change rien dans un premier temps : l'opération... – vous l'avez entendu, vous avez entendu les informations de nos envoyés spéciaux comme moi –, votre position ne change pas ? Vous êtes hostile à l'intervention française et vous..., il y a un risque de conflit entre, euh, les troupes qui dépendent de vous et les Français s'ils se rencontrent ?

Jacques Bihozagara : Oui, nous sommes très..., nous restons très opposés à l'intervention militaire française. Tout simplement, nous avons dit que nous soutenons l'initiative, euh, humanitaire dans le cadre des accords, euh, d'Arusha d'abord et..., mais aussi dans le cadre de la résolution 918 des Nations unies qui en fait confiait la mission, euh..., à la MINUAR II qui serait composée des pays neutres ! Mais nous considérons que la France...

Daniel Bilalian : N'est pas un pays neutre.

Jacques Bihozagara : N'est pas neutre dans ce..., dans ce jeu-là. La France qui est restée trois ans au Rwanda a vu des massacres, n'a pas pu les empêcher : comment est-ce que maintenant elle intervient pour arrêter les massacres ?

Daniel Bilalian : Bon. Cela dit, euh, la France intervient d'abord, vous l'avez entendu, pour sauver des minorités tutsi, c'est-à-dire votre peuple qui se trouve en difficulté dans des..., dans des régions, euh, qui sont sous contrôle, euh, du gouvernement actuel. Ça vous devriez être sensible. Et puis en plus, euh, personne ne s'est vraiment manifesté pour vous venir en aide. Alors la France dit : "Nous y allons parce que tout le monde est là, euh, tout le monde est choqué mais personne ne se décide" !

Jacques Bihozagara : D'abord je pense que la..., la France est en train, euh, de tomber dans un jeu politicien. Pourquoi sauver les minorités tutsi ? Parce que ce ne sont pas les seules qui sont menacées par le crime : il y a des Hutu modérés, il y a l'opposition, il y a l'intellectuel hutu qui est visé. Donc je voudrais bien que ça soit clair que les groupes qui sont menacés ne soient pas seulement des Tutsi. Alors concernant l'intervention maintenant, nous disons d'abord qu'elle est tardive puisque le Front patriotique rwandais a déjà pris l'engagement de sauver des populations. Et nous pensons que la France, qui s'est mouillée justement dans cette politique, qui a armé ces gens qui sont en train de tuer, qui les a entraînés militairement, nous pensons plutôt que elle va constituer un corridor, un mur pour finalement, euh...,

donner un coup de souffle à ces gens, je veux dire à ces fascistes qui sont maintenant en débandade et qui vont vers le Zaïre.

Daniel Bilalian : Alors vous pensez que l'intervention française va plutôt servir à..., à donner du répit aux forces gouvernementales qui se battent contre vous. Cela dit, euh, ces pays neutres, par exemple vos, euh..., vos frères africains, les autres pays africains, n'interviennent pas dans cette affaire ?

Jacques Bihozagara : Oui vous savez que l'OUA a pris une position contre...

Daniel Bilalian : Oui contre mais n'a..., n'a rien décidé de concret. Donc, euh, qui doit intervenir ou est-ce qu'on ne doit pas intervenir finalement ? Personne ne doit intervenir ?

Jacques Bihozagara : Mais je vous dis que il y a des troupes africaines..., des pays africains, euh, qui ont déjà répondu positivement à l'intervention. Mais qui manquent de moyens.

Daniel Bilalian : Ouais, oui. Bon, enfin, elles étaient là, elles n'ont..., elles n'ont rien fait au début des combats le mois dernier. Elles étaient à Kigali, on les a vues, puisqu'elles sont même reparties pour certaines.

Jacques Bihozagara : Mais il n'y avait pas que des groupes africains [sic]. Vous savez que la force..., la MINUAR, était une force multilatérale, euh, qui comprenait bien..., autant bien de..., de..., de..., de..., des Africains que des Européens, notamment la Belgique. Alors justement ce qui nous étonne, c'est qu'au moment où l'ON..., les Rwandais, le peuple rwandais avait besoin d'une assistance internationale déjà on plie..., on pliait bagages. Et après 500 000 morts maintenant on songe à eux. C'est vraiment du cynisme !

Daniel Bilalian : Je vous remercie.

Jacques Bihozagara : Je vous en prie.